
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 11 au 17 octobre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

USMCA et relations Etats-Unis/Mexique

Selon Idefonso Guajardo, la priorité du gouvernement mexicain serait de trouver un compromis afin de supprimer la taxe acier de 25% imposée par les Etats-Unis, avant la signature du nouvel accord commercial nord-américain : la signature de l'USMCA devrait avoir lieu juste avant l'investiture de AM Lopez Obrador, soit le 29 novembre lors du prochain sommet du G20 à Buenos Aires, selon la presse.

Dans ce contexte, le gouvernement mexicain souhaite réagir à la clause de sauvegarde que le Canada activerait le 25 octobre, avec une taxe de 25% sur certains types d'acier mexicain. Selon l'Association mexicaine de distribution automobile (AMDA), le Mexique prendra les dispositions nécessaires afin que le Canada revienne sur sa décision.

Le nouvel accord USMCA provoquerait une baisse des IDE au Mexique, selon la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement). Le nouvel accord érodera certains avantages concurrentiels du Mexique, en particulier pour l'industrie automobile. La conférence a indiqué que les IDE à destination du Mexique ont diminué de 6% (g.a.) pendant la 1^{ère} moitié de l'année 2018.

Economie

Selon l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), la création d'emploi formel s'est réduite de 4,6% entre janvier et septembre 2018 (g.a.). Cette tendance s'explique par les incertitudes liées aux négociations de l'ALENA et à la politique économique du futur gouvernement, et à la stagnation des capacités productives des entreprises. L'IMSS s'attend à un rebond de la création d'emploi au cours des prochains mois, avec l'arrivée des fêtes de Noël.

L'indice global de compétitivité élaboré par le Forum économique mondial place le Mexique à la 46^{ème} place (sur 140 pays), soit une perte de 2 places par rapport à l'année 2017. Cette régression s'explique en partie par la nouvelle méthodologie utilisée par le Forum économique mondial, qui prend désormais en compte dans son calcul la dotation en capital humain, l'innovation et la résilience des pays. Si le Mexique souffre d'un haut taux d'homicide, de corruption et crime organisé, il bénéficie d'un grand marché et d'une stabilité macroéconomique forte. Les axes d'amélioration de sa compétitivité sont donc l'amélioration de la qualité de ses institutions et de l'Etat de droit.

Selon PEMEX, les vols de carburants ont augmenté de 262% au cours du sexennat d'Enrique Peña Nieto. L'année 2018 est celle ayant connu le plus de vols de carburants, avec 8 742 signalements entre janvier et juillet 2018 (+50% g.a.). Les pertes annuelles supportées par PEMEX à cause de ces vols sont de 1,6 Mds USD.

AMLO a annoncé que la production de pétrole brut nécessaire pour rendre au Mexique son indépendance énergétique sera destinée à la consommation interne : à moyen terme, l'extraction de pétrole brut au Mexique ne sera pas destinée à l'exportation. Lors d'une visite à Tabasco, où le président entrant a prévu la construction d'une nouvelle raffinerie, il a annoncé avoir un objectif de production de 2,6 M de barils/jour (vs. 1,2 M aujourd'hui), c'est-à-dire le niveau nécessaire pour la consommation interne du pays sans pour autant atteindre le niveau de production du début du siècle (3,4 M de barils/jour en 2003-2004).

Selon la Banque Mondiale, la prochaine génération d'employés mexicains ne travaillera qu'à 61% de sa productivité potentielle. En d'autres termes, un mexicain né aujourd'hui n'utilisera pas 40% de sa productivité potentielle lorsqu'il entrera sur le marché du travail, faute d'avoir bénéficié d'une éducation et d'un système de santé de qualité. Ce nouvel indice de la Banque Mondiale permet de mesurer les pertes de productivité économique subies par les pays qui sous-investissent en capital humain. Le Mexique occupe la 67^{ème} place sur 157 pays, pour les investissements en capital humain.

D'après le Conseil national d'évaluation de la politique sociale (CONEVAL), le montant du salaire minimum a un impact négatif sur la croissance du pays. L'agence indique qu'au cours des 40 dernières années, le salaire minimum a perdu de son pouvoir d'achat.

Le FMI met en garde le futur gouvernement mexicain contre les pressions inflationnistes pouvant être générées par une hausse du salaire minimum, si cette hausse n'est pas graduelle. Le FMI a rappelé la nécessité d'évaluer les effets d'une hausse du salaire minimum sur le marché du travail.

Claudia Sheinbaum, chef de gouvernement de la ville de Mexico, s'est réunie avec Anne Hidalgo, maire de Paris, avec qui elle est convenue d'une collaboration sur les thèmes relatifs à la récupération de l'espace public, au développement durable et au changement climatique.

Le Groupe mexicain Vidanta, impliqué dans la conception, la construction, le financement, l'exploitation et la maintenance d'hôtels, a annoncé vouloir investir dans le projet de « Train Maya », lequel nécessite un investissement total de 7,9 Mds USD (150 Mds MXN).

Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM)

Selon la presse, la question adressée aux citoyens lors de la consultation se tenant du 25 au 28 octobre serait la suivante : étant donnée la saturation de l'Aéroport International de Mexico (Benito Juarez), quel serait selon vous la meilleure option pour le pays ? Les deux options proposées sont (i) rénover l'actuel aéroport international de Mexico et l'aéroport de Toluca, et construire deux pistes supplémentaires sur la base aérienne de Santa Lucia (ii) poursuivre la construction du nouvel aéroport à Texcoco et cesser d'opérer l'actuel aéroport international une fois le NAIM en service. 1 million de votes seraient attendus. Le coût de la consultation serait de 80 000 USD (1,5 M MXN). Le résultat de la consultation sera rendu public le 29 octobre.

Afin de remédier à la saturation prochaine de l'actuel aéroport de Mexico, Javier Jimenez Espriu, futur Ministre des Transports, a annoncé que son gouvernement investirait 265 M USD (5 Mds MXN) pour moderniser les aéroports de Mexico et de Toluca, quels que soient les résultats de la consultation citoyenne. Les travaux de modernisation dureraient 2 ans, débuteraient en décembre 2018 et permettraient à l'actuel aéroport de Mexico d'accueillir 50 M passagers (contre 45 M actuellement), et 10 M voyageurs pour l'aéroport de Toluca. La réhabilitation de ces 2 aéroports devrait avoir lieu indépendamment du résultat de la consultation citoyenne, puisque si l'option de construction du NAIM sur le lac de Texcoco se poursuit, ce dernier ne sera pas en service avec 2024 (suivant les estimations du futur gouvernement). Dans l'autre option à 3 aéroports opérés dans la *Valle de México* (celui de Santa Lucia, de Benito Juarez, et de Toluca) ce nouveau système aéroportuaire permettrait d'accueillir à long terme 110 M de passagers par an.

Finances publiques

Selon Carlos Urzua, futur Ministre des Finances, le projet de Loi des Finances et de budget de la Fédération pour l'exercice 2019 sera « surprenant ». Ce projet de loi, qui sera présenté avant le 15 décembre 2018, devrait respecter l'austérité et l'efficacité promise par le futur Président. C. Urzua a annoncé « regarder à la loupe » les dépenses destinées

aux programmes sociaux et à l'investissement public. Il a affirmé que le budget inclura les programmes destinés aux jeunes ne travaillant et n'étudiant pas, aux retraités et aux investissements en infrastructures (comme celui du « Train Maya » et de l'Isthme de Tehuantepec). C. Urzua a indiqué que l'estimation des variables macroéconomiques présentée il y a 6 mois (taux de croissance de l'économie mexicaine estimé entre 2,5% et 3,5% pour 2019, inflation estimée à 3%) serait revue à la marge.

Le Fonds de Stabilisation des Revenus Fiscaux et le Fonds de Stabilisation des Entités Fédérales représentent 17,4 Mds USD (327,38 Mds MXN), soit 1,5% du PIB et 13% des revenus du Gouvernement. Ces ressources pourront être mises à disposition par le prochain Gouvernement en cas de ressources moins importantes que prévues (baisse des revenus liés au secteur pétrolier, moindre recouvrement fiscal).

Selon la Banque Mondiale, le Mexique est l'un des pays les plus affectés par l'évasion fiscale des entreprises multinationales. Cette dernière aurait atteint 10 472 Mds USD en 2015, soit un taux d'évasion de l'impôt sur le revenu des entreprises de 29,97%, soit 1,09% du PIB. La France est également parmi les pays les plus touchés, avec l'Australie, le Brésil, l'Inde, le Japon et une grande partie de l'Afrique. Selon l'OCDE, le coût global de l'évasion fiscale serait compris entre 100 Mds et 240 Mds USD.

Le FMI a suggéré au Mexique de mettre en place un conseil fiscal indépendant. Selon le FMI, l'expérience montre que la responsabilité fiscale est favorisée dans les pays où une organisation de ce type a été mise en place. 30 organismes de supervision de la politique fiscale ont été mis en place dans le monde entre 2001 et 2015.

Entreprises et grands contrats

Saverglass, entreprise française de fabrication de bouteille en verre haut-de-gamme, annonce un investissement de 100 M USD dans une usine d'Acatlan de Juarez, Jalisco, créant 380 emplois directs (dont 20 expatriés) avec un objectif de 450 employés d'ici 2 à 3 ans. L'usine sera inaugurée le 18 octobre et est destinée au marché états-unien. Sur ce segment Saverglass disposerait d'une part de marché mondiale de 65%.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 18/10/2018
Bourse (IPC)	-1%	-5,5%	47 173,36
Risque pays (EMBI+Mx)	+1,67%	+1,67%	182
Taux de change USD/Peso	-1,26%	-0,31%	18,83
Taux de change Euro/Peso	-1,3%	-1,9%	21,71
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-2,71%	+49,66%	73,71

Les financements distribués par les Etats-Unis dans le cadre de l' « Alliance pour la prospérité du Triangle du Nord d'Amérique centrale » (qui comprend le Honduras, le Guatemala et le Salvador, mis en place en 2014) ont baissé de -34% (g.a.) en 2018. En 2018, le Salvador devrait recevoir 46,3 M USD (-36%) ; le Guatemala 80,7 M USD (-43%) ; le Honduras 67,9 M USD (-29%).

Au deuxième trimestre, le commerce intra régional a augmenté de 3% (g.a.), atteignant 4,8 Mds USD. Les exportations totales de la région se sont élevées à 12,3 Mds (+1,7% g.a.), dont 29,4% destinées au marché centroaméricain. Les importations ont atteint 36,4 Mds USD (+7,6% g.a.) dont 14,1% provenant du marché intra régional.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Au 1^{er} semestre 2018, les IDE ont chuté de 28% (g.a.), atteignant 1,2 Md USD. Ces investissements ont principalement été destinés à la zone franche (600,6 M USD).

En 2018, la Banque centrale (BCCR) a utilisé 1,1 Md USD des réserves pour freiner la dépréciation du colon par rapport au dollar. Entre le 17 août et le 12 octobre, le taux de change s'est déprécié de 4,76%.

Pour enrayer la décélération des crédits au secteur privé, un projet de loi a été présenté pour réduire de 50% les frais bancaires liés aux emprunts des entreprises et PME, qui oscillent actuellement entre 8% et 10% du crédit total.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

En septembre, l'inflation s'est accélérée pour atteindre 4,6% (g.a.) (contre 2,6% en juillet et 3,3% en août). L'inflation cumulée a atteint 2,13%.

En août 2018, les exportations ont chuté de -2,4% (g.a.) (atteignant 7,3 Mds USD) tandis que les importations ont augmenté de +9,1%. Les Etats-Unis restent le principal partenaire commercial du pays (36,2% des exportations guatémaltèques).

En août, le pays a enregistré une croissance économique de 3,2% (g.a.), tirée par le dynamisme du commerce de gros et de détail.

Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 : de 3,2% à 2,8%. La Banque du Guatemala prévoit une croissance comprise entre 2,8% et 3,2% (contre 3,8% estimée précédemment). Au-delà des tensions internationales qui pèsent sur la croissance, l'économie du Guatemala est exposée aux tensions politiques entre le Nicaragua et le Salvador.

Le président du Guatemala a sollicité le soutien des Etats-Unis afin d'obtenir une ligne de crédits de 15 Mds USD auprès de la Banque Mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID) pour le financement d'infrastructures. Cette aide financière a été réclamée dans le cadre de la 2nde Conférence sur la Prospérité économique et la Sécurité en Amérique Centrale qui s'est tenue du 11 au 12 octobre à Washington. Elle permettrait au pays d'investir sur 30 ans dans des projets routiers ou portuaires qui pourraient favoriser les échanges économiques. Le Guatemala occupe le 106^{ème} rang mondial (sur 137 pays) en termes d'efficacité du réseau de transport. Les surcoûts logistiques représentent aujourd'hui entre 30 et 40% de la valeur finale d'un produit d'une entreprise guatémaltèque.

Le Guatemala se situe au 109^{ème} rang mondial (sur 157 pays) en termes d'Indice de Capital Humain (ICH - nouvel indice de la Banque Mondiale mesurant l'impact du sous-investissement en capital humain sur la productivité des travailleurs). Avec un indice de 0,47, le Guatemala se place en avant dernière position des pays latino-américains,

derrière le Honduras et devant Haïti. Autrement dit, le potentiel économique futur de la population (et du pays dans son ensemble) est actuellement amputé de 53%.

La Rencontre Nationale annuelle pour le Développement 2018 (Enade 2018), organisée par le *think tank* Fundesa, a souligné la nécessité pour le pays d'adopter une politique publique nationale routière et du logement allant au-delà du "temps électoral". L'accent a notamment été mis sur le besoin de mettre en place des actions permettant d'assurer le développement du pays pour les 15 prochaines années. Les décideurs politiques devront notamment prendre en compte le fait que la population guatémaltèque dépassera les 22 millions d'habitants en 2032 et que 79% des personnes vivront en zone urbaine. Le logement doit ainsi devenir un générateur de richesse et de développement social. Pour cela, le secteur public devra être capable d'investir au moins 300 M USD chaque année dans le logement.

La petite ville de Pachalum, située dans le département du Quiché, figure parmi les 12 villes les plus durables et respectueuses de l'environnement au monde, selon le Fond mondial pour la nature (WWF). Cette récompense pourrait attirer des investisseurs ; une entreprise étrangère spécialisée dans le biodiesel aurait notamment déjà demandé des références sur la ville de Pachalum.

Selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID), 36,1% de la population guatémaltèque dispose d'un revenu inférieur à 3,1 USD/jour (+4 pts% sur ces 12 dernières années). Le coefficient de Gini du Guatemala est de 0,51 en 2017. La classe moyenne (revenu de 12,4 à 62 USD/jour) a vu sa part se réduire de 3 pts% en 10 ans (de 17% à 14% de la population). 0,3% du total de la population toucherait plus de 62 USD/jour.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

Une inflation annuelle de 4,4% a été enregistrée en septembre 2018. Celle-ci s'inscrit dans l'objectif d'inflation de la Banque Centrale (de 4,0% ± 1,0 pt%).

Le nombre d'emplois créés dans les centres d'appels a crû de 14% entre janvier et octobre 2018, générant 2000 emplois supplémentaires et portant ainsi le nombre d'employés dans ces centres à 12 000. On recense aujourd'hui 23 entreprises de ce type à San Pedro Sula et 3 nouvelles devraient prochainement s'installer dans le pays.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Selon de nouvelles prévisions de la Banque mondiale, le PIB du pays devrait se contracter de 3,8% cette année. Compte tenu de la crise socio-politique, les perspectives de nouveaux investissements au Nicaragua sont nulles. La tendance baissière de l'activité économique enregistrée en mai et juin 2018 s'est poursuivie en juillet (-4% g.a.).

Selon l'Union des producteurs agricoles du Nicaragua (UPANIC), des pertes de 17,1 M USD ont été enregistrées entre avril et octobre 2018 suite aux invasions de propriétés et de terres. L'UPANIC dénombre 63 plaintes pour atteinte à la propriété privée par la force et de manière illégale. 6 909 hectares de propriété ont été la cible d'invasions. Sur ce total, 5 014 hectares sont encore occupés dans 8 des 15 départements du Nicaragua. 67,5% des propriétés occupées sont des exploitations agricoles, 26% sont dédiées à l'élevage, 4% à des activités forestières, 1,5% à un usage industriel et 0,5% correspondent à des espaces résidentiels. Plus de 9 000 personnes seraient aujourd'hui au chômage à cause de ces invasions de propriété.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Entre janvier et août 2018, les exportations ont totalisé 487 M USD (+8,3% g.a.). Cette tendance s'explique en partie par la hausse des ventes de bananes (+9% : de 64 M USD à 69 M USD) et de sucre (+11% : de 22 M USD à 24 M USD).

L'OCDE inclut le Panama dans une nouvelle liste noire en raison des programmes de résidence ou de citoyenneté aux investisseurs proposés par le pays. Ces programmes peuvent être utilisés pour dissimuler des actifs à l'étranger, selon l'organisation. Ces systèmes pourraient constituer un refuge pour contourner l'envoi d'informations via le modèle de convention de l'OCDE sur l'échange de renseignements en matière fiscale (CRS).

En juillet 2018, le portefeuille de crédit au secteur privé a atteint 52,6 Mds USD, (+5,4% g.a.). Le crédit hypothécaire résidentiel est l'un des financements les plus demandés, affichant une augmentation de +6,7% et atteignant 16,5 Mds USD, suivi des crédits à la consommation (+8,9%), des prêts automobiles (+ 2,5%) et des prêts accordés par carte de crédit (+9,5%).

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le pays continue de s'endetter : le Gouvernement a l'intention d'émettre 800 M USD de titres de créances ainsi qu'1,4 Mds USD d'émission de dettes dans le cadre du budget 2019. Il prévoit des ressources totales de 6,7 Mds USD dont 5,1 Mds en ressources propres. Ce budget a été calculé sur la base d'un taux de croissance de 2,6% pour 2019.

Le Salvador a été exclu de l'Egmont Group of Financial Intelligence Units, réseau international d'intelligence financière visant à améliorer la coopération dans la lutte contre le blanchiment d'argent et favoriser la mise en œuvre de programmes nationaux dans ce domaine. Cet organe, composé des Cellules de Renseignements Financiers de pays membres, tels que la France ou les Etats-Unis, a décidé de ne plus partager d'informations relatives à la lutte contre les activités illicites (blanchiment d'argent, actes de corruption) avec le Salvador. Cette sanction fait suite au veto du Président Salvadorien Salvador Sánchez Cerén pour réformer la *Ley Orgánica de la Fiscalía General de la República*, visant à accroître l'autonomie de l'Unité d'Intelligence Financière salvadorienne (équivalent de l'organisme public français « Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins » – TRACFIN).

Le secteur touristique génère 1,2 Md USD/an de recettes au Salvador et représente la 3^{ème} source de revenus du pays, derrière les exportations et les envois de fonds des migrants. Le secteur touristique devrait croître de 11% en 2018 (soit autant qu'en 2017). Les entrepreneurs du secteur et le Ministère du Tourisme (MITUR) ont investi cette année près de 8 M USD dans la promotion du tourisme, un chiffre encore bien en deçà du Panama et du Costa Rica (qui investissent respectivement 30 et 40 M USD/an). Le gouvernement prévoit de rénover les infrastructures touristiques du pays via l'investissement de 2 M USD pour le quai de *Puerto El Triunfo*, 0,36 M USD dans le parc écotouristique *Bosque Encantador*, et 0,9 M USD dans l'embarcadère de *Puerto Parada*.

La coopération italienne a apporté 500 000 USD de financements au secteur du cacao au Salvador à travers son programme « Revitalisation de la filière cacao de qualité en Amérique centrale et dans les Caraïbes ». L'Organisation Internationale Italo-Latino-Américaine (IILA) et l'Agence Italienne de Coopération pour le Développement (AICS) ont notamment investi 200 000 USD dans la construction d'une usine de transformation de cacao. Le programme de la coopération italienne, qui s'étend au Guatemala et au Honduras, cumule des investissements de 1,3 M USD au sein de ces 3 pays.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Le FMI prévoit une croissance soutenue mais inégale dans les Caraïbes pour 2019 et 2020. Les perspectives positives pour l'emploi aux États-Unis devraient dynamiser la croissance de ces économies. Les reconstructions initiées suite aux dégâts causés par les ouragans de 2017 ont pris du retard mais devraient être accélérées en 2019. L'activité des économies exportatrices de matières premières devrait bénéficier de la montée des cours.

L'OCDE a inscrit 21 juridictions sur sa liste noire, dont 8 pays caribéens. L'OCDE a signalé un certain nombre d'îles avec des programmes de citoyenneté ou de résidence par investissement, menaçant les efforts de lutte contre

l'évasion fiscale. Les pays sur la liste noire sont : Antigua et Barbuda, la Barbade, les Bahamas, la Dominique, la Grenade, Sainte Lucie, Saint Christophe et Nevies et les Iles Turques et Caïques.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La Banque Centrale de la République dominicaine estime à 6,8% (g.a.) la croissance du mois d'août 2018 et à 6,5% celle de l'année 2018. Le FMI estime une croissance de 6,4% de la République dominicaine en 2018.

Selon Fitch, le système financier dominicain est stable, stimulé par un développement économique favorable et une capitalisation et un portefeuille de crédits moins risqué. L'analyse de Fitch considère également que les actifs bancaires dominicains ont été de meilleure qualité sur la 1^{ère} moitié de l'année 2018.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M

Le gouvernement a relancé le projet, abandonné en 2010, de construction de l'usine aluminium, *Alutech*. Le centre de recherche et de développement *Alutech*, d'une valeur de 87 M USD est considéré comme l'une des principales initiatives du gouvernement dans sa stratégie de diversification. *Alutech* marque le début du projet visant à faire de Trinité-et-Tobago un centre de fabrication pour la transformation de l'aluminium. La société vénézuélienne Sural, qui supervise le projet, estime qu'*Alutech* devrait générer plus d'1,2 Md USD de recettes d'exportations au cours des 2 prochaines décennies. Le projet *Alutech* devrait s'achever dans 18 mois et créer 4000 emplois au profit des communautés rurales situées dans l'est de Trinité.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.